

Les 20 ans de l'Observatoire des politiques culturelles : rencontre avec Jean-Pierre Saez

Vers l'heure de vérité des politiques culturelles ?

2009, l'OPC l'aura passé sur les routes, délaissant Grenoble pour un tour de France et d'Europe intitulé « Vers un nouveau contrat pour les politiques culturelles territoriales ? ». Colloques et réflexions tous azimuts autour d'un nouvel âge des politiques culturelles. Entretien avec Jean-Pierre Saez, directeur de l'OPC.

L'OPC fête ses vingt ans dans un contexte de crise des politiques publiques, notamment dans le domaine de la culture. Comment vivez-vous cet anniversaire et ces vingt ans ne sonnent-ils pas comme la fin du « bel âge »... ?

Bien sûr, on fête un anniversaire, c'est un rituel presque obligé. Cependant, l'objectif est avant tout d'utiliser cet excellent prétexte pour animer, dans un contexte difficile, le débat sur les enjeux auxquels les politiques culturelles sont confrontées et d'envisager leur avenir. De quoi est-il question ? Des mutations de l'art et de la culture, des évolutions politico-institutionnelles du plan local au plan mondial, mais aussi des transformations de la société dans un contexte de mondialisation qui nous touche très directement. Mais je voudrais m'arrêter sur votre formule du « bel âge ». Il est vrai que les politiques culturelles se sont aussi construites comme un récit épique que les acteurs se transmettent. Et qui dit récit épique, dit aussi tendance à magnifier le passé, à ne pas suffisamment rendre compte des acquis les plus récents...

Ceux de la décentralisation par exemple...

Il faut tenir compte de ces évolutions car les politiques culturelles ont pu se développer du fait de la décentralisation et, dans la foulée, de la territorialisation, c'est-à-dire de la capacité des collectivités à définir leurs politiques à partir de leurs critères propres et non

plus seulement à partir du modèle proposé par l'État. Mais outre cette mutation institutionnelle, qui a donné un élan décisif au secteur, il faut relever plus récemment l'essor fulgurant des technologies de l'information et de la communication et celui de la culture numérique dans les cultures individuelles et dans les pratiques sociales. Par ailleurs, il convient aussi de noter l'évolution du rapport à la culture de la société, notamment une appétence de plus en plus forte pour les pratiques amateurs, à la fois vecteurs de construction de soi et espaces de lien social.

les collectivités territoriales, les acteurs culturels, le monde de la recherche et la société civile, pour alerter l'ensemble de ces mondes, pour réveiller une volonté politique en faveur de la culture, mais aussi pour réfléchir aux réponses à apporter afin de passer le cap

aussi plus largement les difficultés rencontrées pour inventer des partenariats incitatifs entre l'État, les Régions, les Départements, les agglomérations, afin de construire des politiques culturelles plus cohérentes, c'est-à-dire qui articulent territoire de vie, territoire de projet, territoire institutionnel.

Concernant cette articulation justement, ne pensez-vous pas que les agglomérations privilégient les grands événements et que le maître mot des métropoles régionales en matière de culture est « visibilité » ?

Pour les élus, il y a sans nul doute l'espoir que la culture puisse faire parler de leur territoire, dans une logique de compétition symbolique qui se situe de plus en plus à l'échelle internationale. C'est évidemment plus vrai pour les métropoles que pour les villes moyennes, mais on voit très bien qu'il y a presque une obsession de rendre plus attractif le territoire et d'articuler les projets artistiques et culturels avec cette dynamique de l'attractivité territoriale. Ce n'est pas illégitime, à condition que cet objectif ne soit pas antinomique avec un travail de fond et de proximité, de manière à ce que l'événement ne se réduise pas à un simple ornement.

Mais cette « obsession » ne va-t-elle pas à l'encontre des exigences de l'action culturelle qui, du coup, paraît nettement moins glamour ?

Il y a aujourd'hui des démarches artistiques et culturelles follement inventives, mobilisatrices, enrichissantes et qui ne font pas la une des médias... Mais je ne veux pas négliger le risque que vous évoquez, d'autant que l'on a remarqué ces dernières années que, même si l'on continue à évoquer en termes généraux le rôle de la culture dans la construction du lien social, la place de l'action artistique et de l'action culturelle dans les quartiers paupérisés n'est plus un thème véritablement porté politiquement. Je note quand même que cette préoccupation semble peu à peu revenir sur le devant de la scène, y compris au niveau national. Tant mieux, mais il faut faire attention à ce que l'action culturelle ne soit pas uniquement justifiée par des objectifs économiques et communicationnels, mais aussi par des objectifs sociétaux. Au fond, il faut concevoir le développement culturel de la ville de façon globale, en reliant tous les enjeux plutôt qu'en les séparant. On pourrait nommer cela un développement culturel durable... **Propos recueillis par L. B.**



Dans l'éditorial d'un récent numéro de la revue L'Observatoire, vous évoquez cependant « l'heure de vérité » des politiques culturelles...

Il est vrai qu'en plus de la crise économique et des changements globaux – d'ordre civilisationnel – qu'elle révèle ou qu'elle appelle, la raréfaction des finances publiques fait sentir clairement ses effets dans le champ culturel et annonce une année 2010 dangereuse, notamment pour les plus modestes des structures culturelles. Si l'on ajoute à cela les inquiétudes suscitées par certains aspects de la réforme des collectivités territoriales, cela dessine un horizon incertain pour un domaine d'activité fragile par nature. La particularité de l'époque actuelle c'est cet entrecroisement entre un contexte contingent et une mutation historique globale.

Le rôle de l'OPC dans ce contexte, c'est de proposer des pistes de réflexion ou d'alerter les pouvoirs publics ?

Les deux au minimum ! Profiter de notre situation d'interface entre l'État,

et proposer de nouvelles perspectives positives, préservant un service public de la culture. Le rôle de l'OPC c'est aussi d'inviter l'ensemble des acteurs à mieux travailler ensemble. Sur ce point, il y a eu un âge d'or du partenariat entre l'État et les collectivités territoriales qui a permis la construction des politiques culturelles contemporaines...

Mais ce partenariat est mis à mal aujourd'hui par les incertitudes qui pèsent sur les rapports futurs entre les Régions, les Départements, les agglomérations...

Quel sera l'équilibre entre les uns et les autres, c'est difficile à dire, mais il existera un cadre. Le pire serait qu'il détruise les acquis les plus précieux de notre système. Vous évoquez à juste titre la question des agglomérations et de la place de la culture dans l'intercommunalité. Cette place est à géométrie extrêmement variable et il y a peu d'endroits où des agglomérations ont construit des politiques culturelles dignes de ce nom. Je pense qu'il faut s'interroger sur cette situation, qui révèle la difficulté des communes, dans le cadre d'une agglomération, à définir un intérêt commun. Mais cela montre